

Guide 2017



recuperez-votre-permis.fr

PERMIS DE CONDUIRE

Les procédures

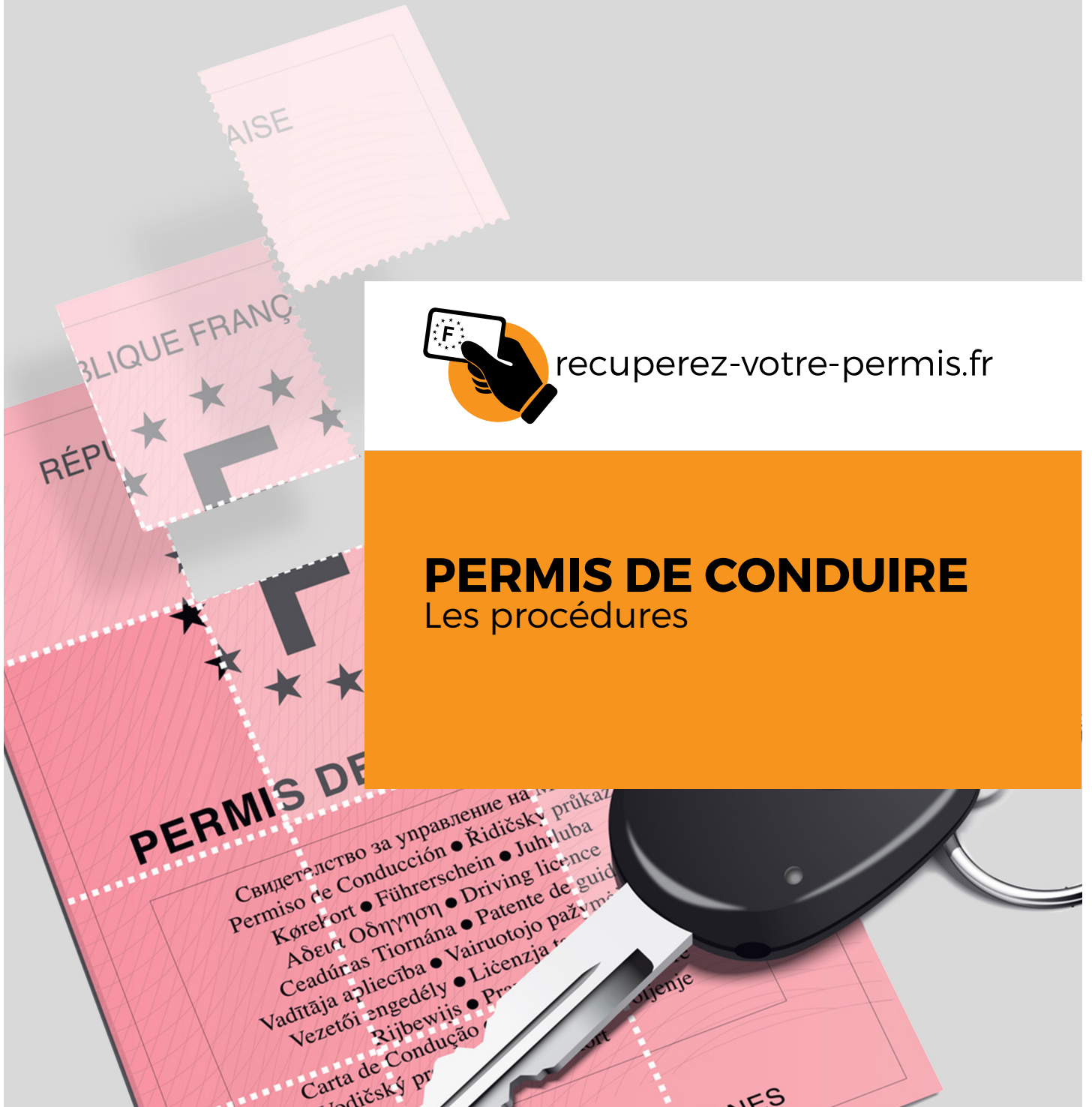




Table des matières

- Choisir un avocat spécialisé en permis de conduire3
- Droit routier et code de la route 4
- Comment trouver un avocat ? 6
- Choisir un avocat spécialisé en droit routier7

CHOISIR UN AVOCAT SPÉCIALISÉ

en permis de conduire



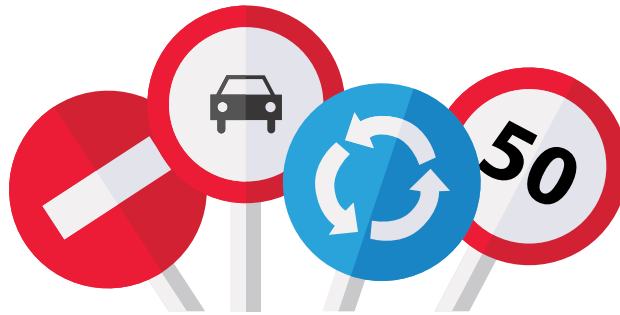
Le droit routier n'est pas une spécialité du droit français. Pourtant, certains avocats se sont spécialisés dans la défense des particuliers en indécatesse avec le Code de la route.

Comment choisir un avocat spécialisé en droit routier ?



DROIT ROUTIER ET CODE DE LA ROUTE

Le droit routier n'est pas une spécialisation officiellement répertoriée par le droit français, comme le sont le droit des personnes, le droit immobilier ou encore le droit fiscal. 15 mentions de spécialisation sont définies par l'arrêté du 8 juin 1993. Pour autant, le Code de la route existe : il rassemble toutes les lois et tous les règlements qui régissent la circulation de la voie publique par les usagers.



**Parmi les thèmes encadrés par le Code de la route,
on peut citer entre autres :**

- l'apprentissage de la conduite
- le permis de conduire
- les règles administratives pour les véhicules
- les règles de conduite.



Toute violation des règles du Code de la route est considérée comme une infraction ou un délit, sanctionné par une contravention, suivie d'une amende et/ou d'un retrait de points, et pour les cas les plus graves d'une suspension du permis de conduire, de la confiscation du véhicule voire d'une peine de prison. Sans être spécialistes du droit routier, de nombreux avocats sont des experts dans ce domaine. Ils ont choisi de traiter en particulier ou exclusivement les problèmes liés au permis de conduire et au respect du Code de la route.

COMMENT TROUVER UN AVOCAT ?


Vous êtes libre de choisir votre avocat. Le bouche-à-oreille est un bon moyen pour trouver un professionnel. Vous pouvez également vous diriger vers d'autres sources plus compétentes :

- les annuaires professionnels auprès du Conseil National des Barreaux, de l'Ordre Régional des Avocats, ou de l'Ordre professionnel présent dans chaque ville dotée d'un Tribunal de Grande Instance (TGI)
- une demande de conseil à un autre professionnel du droit (notaire, huissier, greffier)
- la liste des avocats locaux affichée dans votre mairie.

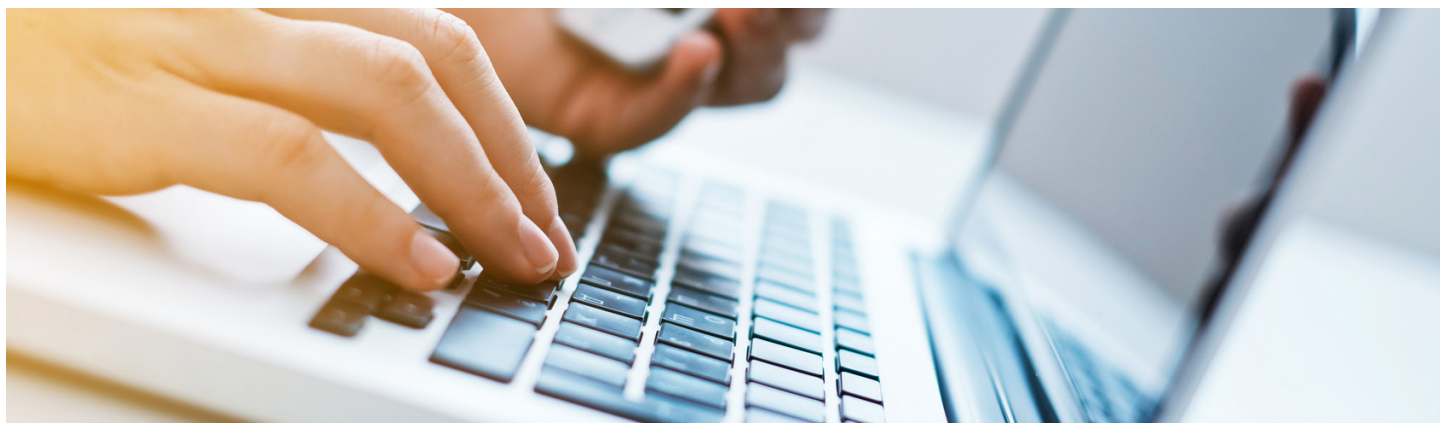
Si vous ne pouvez ou ne souhaitez pas choisir d'avocat, l'Ordre des Avocats de votre ressort territorial pourra vous en commettre un d'office.



CHOISIR UN AVOCAT SPÉCIALISÉ EN DROIT ROUTIER



Le droit routier est complexe, associant à la fois droit judiciaire et droit administratif. En sollicitant le conseil d'un avocat spécialisé, vous augmentez vos chances de faire valoir vos droits auprès des juridictions compétentes. Cet expert du droit routier peut aussi intervenir pour contraindre une assurance auto de vous indemniser.



L'internet est aujourd'hui l'outil le plus efficace pour trouver l'avocat adapté à la situation. Les avocats ont désormais le droit d'y faire leur publicité. Pour se mettre en conformité avec le droit européen, la loi Hamon de mars 2014 relative à la consommation autorise les avocats à recourir à la publicité et à la sollicitation personnalisée (décret n°2014-1251 du 28 octobre 2014) via tous les supports (courrier, mail, tract, film), tout en excluant les démarches physiques ou téléphoniques (y compris les SMS).

L'internet est tout désigné pour servir de support légal, sous réserve que l'avocat respecte la réglementation sur les noms de domaine et communique ses publicités sans délai au conseil de l'Ordre. Est exclue toute publicité comparative ou dénigrante.

Avocat droit routier...



En tapant « avocat droit routier » ou « avocat permis de conduire », vous tomberez sur les sites web ou les blogs des avocats spécialisés dans ce domaine. La lecture attentive du contenu doit vous renseigner sur l'historique de l'avocat ou du cabinet en matière de droit routier. Pour aller plus loin dans l'information, n'hésitez pas à demander à consulter les jurisprudences récentes et à les vérifier sur le site Legifrance. Avant d'arrêter votre choix, demandez une estimation : les honoraires doivent être connus d'avance, c'est-à-dire précisés sur un devis qui ne vous engage nullement. La facturation au forfait constitue un bon élément de comparaison, sous réserve que les recours proposés soient identiques.



www.recuperez-votre-permis.fr